

Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
Accueil	Accueil de 1er niveau	L'accueil de premier niveau est un accueil généraliste assuré par un agent d'accueil. Il concerne le « tout venant » : délivrance de documents à remplir, orientation des personnes, informations sur le suivi du dossier de demandes, vérification des droits ouverts de la personne, aide au remplissage du formulaire, vérification de la recevabilité du dossier de demandes et des pièces complémentaires, etc. Cet accueil peut éventuellement déboucher vers un accueil de 2ème niveau (sur rendez-vous ou non, selon l'organisation de la MDPH).		
Accueil	Accueil de 2ème niveau	Ce niveau d'accueil spécialisé et approfondi se définit par le type de compétence mobilisée nécessaire pour approfondir la sollicitation de l'usager (agent instructeur, travailleur social, référent insertion professionnelle, ...). Il peut être aussi assuré par un agent d'accueil. Si l'accueil est physique, il s'agit de recevoir la personne dans un espace garantissant la confidentialité, éventuellement sur rendez-vous, de prendre du temps. L'accueil de niveau 2 peut être téléphonique, éventuellement sur rendez-vous.		
Demande	Accusé de réception	C'est le courrier (papier ou dématérialisé) par lequel la MDPH informe la personne qu'elle a bien reçu son dossier de demande(s).		Pour l'ensemble des échanges (règles générales) : Article L112-3 du Code des relations entre les usagers et l'administration. Pour les échanges électroniques : Article L112-11 du Code des relations entre les usagers et l'administration. CNSA, 2011, Fiche Pratique 2 - 1 - 2, <i>La demande</i>
	Adresse domicile de secours	Pour les adultes, adresse de résidence privée de plus de 3 mois dans laquelle le demandeur a vécu avant son entrée éventuelle en établissement médico-social ou sanitaire et social. Pour les enfants, adresse des parents ou du détenteur de l'autorité parentale.	L'objet est une adresse (format Norme 38 internationale). ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données Individu	L. 146-3 al. 2 du CASF Définition : L.122-2 et L. 122-3 du CASF CNSA, 2012, Fiche pratique n°2 - 1 - 3, <i>La compétence territoriale de la MDPH</i>
Individu	Aidant Démarche	Personne physique ou morale aidant l'individu dans ses démarches auprès de la MDPH.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données Individu Cette information ne peut être conservée dans l'applicatif métier, ni dans la Ged sans autorisation de la CNIL, non présente dans le décret du 15 mai 2007.	
Demande	Aiguillage	Action consistant à attribuer un dossier recevable vers l'équipe d'évaluation la mieux à même de répondre aux besoins exprimés par l'usager en fonction des thématiques repérées. L'aiguillage se fait sur la bases de plusieurs éléments dont : le type de la demande (AAH, RQTH,...), sa nature (1ère demande/renouvellement), le projet de vie, l'expression des besoins et attentes, le courrier d'accompagnement et toute autre pièce permettant d'éclairer la situation.		
Réponse	Alternative	Qualification d'une réponse, partiellement adaptée au regard des attentes et des besoins évalués de la personne pour prendre en compte la réalité de l'offre disponible, afin d'augmenter la possibilité de réalisation effective de cette décision (appelée aussi "par défaut").	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	

Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
Réponse	Amendement Creton	Il s'agit d'un dispositif législatif permettant le maintien temporaire de jeunes adultes de plus de 20 ans en établissement pour enfants dans l'attente d'une place dans un établissement pour adultes.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	L.242-4 du CASF
	Autorité compétente	L'autorité compétente est le président de la CDAPH pour les décisions que prend la commission. En ce qui concerne les avis : - Le président du Conseil départemental est l'autorité compétente pour les cartes mobilité inclusion.		
Individu	Autorité parentale	L'autorité parentale est l'ensemble de droits et de devoirs des parents exercés dans l'intérêt de l'enfant jusqu'à sa majorité ou son émancipation.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données Individu	
Réponse	Avis	Les avis expriment une opinion du responsable de l'avis sur l'ouverture de droits. La décision définitive appartient à l'autorité compétente. Le Tronc commun ne retient que les avis encadrés par la réglementation. Les avis sont délivrés par la CDAPH. Un avis de la CDAPH est traité comme une décision. La date de l'avis de la CDAPH est la date de la réunion de la CDAPH.		Article L.381-1 du CSS pour l'AVPF CNSA, 2015, Documents statistiques, Fiche thématique n°05, Les avis
Individu	Bénéficiaire	Individu pour lequel un droit ou une prestation a été accordé et est actif au titre de sa situation de handicap.		
Demande	Besoin exprimé	Les items renseignés par l'individu ou son représentant légal dans le formulaire de dépôt de demande à la MDPH ainsi que les éléments exprimés dans le projet de vie constituent le besoin exprimé par l'utilisateur.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	
Réponse	Besoin identifié	Il s'agit du résultat de l'analyse de l'évaluateur à partir des besoins exprimés par l'utilisateur et des informations complémentaires issues de l'évaluation. Les besoins identifiés sont renseignés dans l'outil de soutien à l'évaluation.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Evaluation	
Réponse	Cible	Qualification d'une réponse basée uniquement sur les attentes et les besoins évalués de la personne et considérée par l'équipe pluridisciplinaire ou la CDAPH comme la réponse la plus adaptée à ces attentes et besoins sans prendre en compte la réalité de l'offre disponible (appelée aussi hors contrainte de l'offre, théorique ou idéale).	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	
Recours	Conciliateur	Il s'agit d'une personne qualifiée nommée par la Commission Exécutive en respectant les conditions fixées par le Décret n°2006-130 du 8 février 2006. Pour garantir son indépendance, le conciliateur est une personne extérieure à la MDPH.  Le conciliateur est chargé de mettre en place la procédure de conciliation en lien avec l'utilisateur. Il peut avoir accès au dossier de la personne, à l'exclusion des documents médicaux. Il est tenu au secret professionnel.		R. 146-32 du CASF
Recours	Conciliation	Il s'agit d'une procédure faisant intervenir un tiers indépendant et dont le rôle consiste à faciliter la négociation entre les parties à un litige en vue de son règlement par une solution définitive. Dans les MDPH, la conciliation n'aboutit pas automatiquement à une nouvelle décision de la CDAPH.		L. 146-10 du CASF
Recours	Conclusion du recours	Il s'agit d'une précision du résultat du recours. La conclusion du recours permet de qualifier la décision initiale : confirmée ou infirmée. Il y a confirmation de la décision initiale lorsque la décision à la suite du recours est identique à la décision initiale : attribution du même droit / rejet du recours.		

Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
Individu	Curatelle	Mandat judiciaire de protection des biens d'une personne. Ce mandat peut être détenu par une personne physique ou morale.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données Individu	
Individu	Curatelle renforcée	Mandat judiciaire permettant au curateur de prendre certaines décisions au nom de la personne, qui doit toujours en être informée.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données Individu	
Individu	Curatelle simple	Mandat judiciaire permettant au curateur d'être informé des décisions prises par la personne, afin d'en limiter les conséquences.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données Individu	
Individu, Demande	Cycle de vie	Le cycle de vie décrit les états ou statuts d'un objet métier au cours du temps.  La transition est l'évènement qui déclenche le passage d'un état vers un autre. Il peut résulter d'une action manuelle ou automatique (exemple : réception des pièces de la recevabilité, fin de l'évaluation...) pouvant être conditionnée par une exigence fonctionnelle ou technique.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données Individu ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	
Réponse	Date d'échéance des droits	La date d'échéance des droits et prestations est la date à laquelle le droit ou la prestation ouverts prennent fin. L'équipe pluridisciplinaire peut moduler les dates selon les besoins de la personne, tout en restant dans le minimum et dans le maximum prévus par la loi pour chacune des prestations.  Une fois les droits échus, les prestations ne sont plus versées, sauf exception (ex : maintien des droits de l'AAH).		
Réponse	Date d'ouverture de droit	La date d'ouverture de droit est la date à laquelle le droit devient effectif. La date d'ouverture est obligatoirement présente dans la notification. Sauf disposition spécifique, la date d'ouverture des droits est la date de la décision de la CDAPH sur le fondement du principe de non rétroactivité des décisions. La date de dépôt conditionne la date d'ouverture des droits des personnes pour certains droits.		D. 245-34 du CASF R. 241-14 du CASF pour les CMI CNSA, 2011, Fiche pratique n° 2 - III - 3, <i>La date d'effet et la durée de validité des décisions de la CDAPH</i>
Réponse	Date de décision	Date de réunion de la CDAPH. Elle figure sur la notification de la CDAPH. La date de décision, à laquelle on soustrait la date de recevabilité pour chacune des demandes décidées, permet le calcul du délai moyen de traitement des demandes.  La date de décision est la date de début de certains droits.		R. 241-14 du CASF pour les CMI CNSA, 2015, Documents statistiques, Fiche thématique n°2, <i>Les décisions et les avis rendus</i>
Demande	Date de dépôt	Le dépôt d'une demande de compensation est défini par l'art R 146-25 du CASF. C'est la date d'arrivée du premier élément du dossier de demandes à la MDPH, quelle que soit sa forme. Elle conditionne la date d'ouverture de certaines prestations.	Cette date impacte l'ensemble des demandes contenues dans un même dossier de demande(s) au moment du dépôt. Elle ne peut être modifiée par la suite. Cependant, une demande ajoutée au dossier ultérieurement conserve sa propre date de dépôt.	R.146-25 du CASF
Réponse	Date de notification	Date à laquelle l'individu reçoit le courrier (de notification de décision par exemple).	La date de notification ne pouvant pas être connue, il est préconisé de prendre la date de génération du courrier. L'objectif étant de prendre la date significative la plus proche connue.	

Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
Demande	Date de recevabilité	La date de recevabilité est celle à laquelle la MDPH dispose des quatre pièces de la recevabilité. La date de recevabilité est celle de réception de la dernière pièce de la recevabilité.	Elle est affectée au dossier de demandes.  Toutes les demandes d'un même dossier de demande héritent de cette date. Elle ne peut être modifiée par la suite. Elle permet de calculer le temps de traitement (temps de traitement = date de décision – date de recevabilité). Pour une demande ajoutée ultérieurement au dossier, la date de recevabilité sera celle de son dépôt si le dossier est déjà recevable (date de recevabilité = date de dépôt)	R. 146-26 du CASF CNSA, 2015, Fiche thématique n°1, <i>Les demandes déposées, recevables, complètes</i> CNSA, 2011, Fiches pratiques n° 2 - 1 - 2, <i>La demande</i>
Réponse	Décision	La décision est une réponse à une demande de compensation de l'individu ou de son représentant légal. Elle est prise par la CDAPH.  Il peut y avoir une ou plusieurs décisions pour chaque dossier déposé. La CDAPH se prononce sur la recevabilité du dossier ou sur la/les proposition(s) de l'équipe pluridisciplinaire.  Du point de vue du système d'information, une décision peut être une décision ou un avis de la CDAPH. La décision est composée d'un type (attribution, rejet, sursis, non-attribution supplémentaire), d'une motivation, d'une date de décision, ainsi que de tous les détails permettant d'informer l'utilisateur.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse  Pour une demande, il y a au moins une décision. Il doit y avoir une décision pour chaque demande exprimée par l'individu. Chaque décision porte sur un droit ou sur une prestation. Chaque proposition doit faire l'objet d'une (ou plusieurs) décision(s)	L. 241-6 CASF CNSA, Documents statistiques, <i>Fiche thématique n°2, Les décisions et les avis rendus</i>
Demande	Demande de compensation	Une demande peut être formulée par la personne ou son représentant légal. La notion de demande de compensation couvre à la fois les demandes génériques et les demandes exprimées (cf Glossaire "Demande générique" et "Demande exprimée").  Une demande de compensation peut donner lieu à plusieurs réponses. Exemple 1 : une demande exprimée de PCH peut donner lieu à une proposition ou une décision de PCH élément 1 et de PCH élément 5. Exemple 2 : une demande d'AAH peut donner lieu à une proposition ou une décision d'attribution d'AAH et à une proposition ou décision d'attribution de RQTH.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande  Une demande peut donner lieu à une ou plusieurs propositions et décisions.	
	Demande de pièces	La MDPH peut solliciter des pièces auprès de l'utilisateur. Les courriers de demande de pièces doivent toujours indiquer une date butoir. A l'issue du délai indiqué, le dossier de l'utilisateur pourra être rejeté (pour irrecevabilité, ou faute des pièces nécessaires à l'évaluation). Si la MDPH souhaite relancer un utilisateur, la relance doit être faite avant l'échéance de la date limite de réception des pièces spécifiées dans le courrier de demande de pièces.		
Demande	Demande exprimée	La demande exprimée est une demande de compensation cochée par l'utilisateur ou son représentant légal sur le nouveau formulaire.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	Articles 241 et suivants du CASF

Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
Demande	Demande générique	Une demande générique est une demande de compensation dans laquelle l'utilisateur a exprimé uniquement ses difficultés et ses besoins ressentis grâce au nouveau formulaire. Lorsque l'équipe d'évaluation propose un droit ou une prestation non demandés par l'utilisateur, une demande générique est créée.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	
Individu	Demandeur	Usager qui a déposé une demande ou pour le compte duquel une demande a été déposée.		
Demande	Dominante	Thématique majoritaire du dossier (emploi, scolarité, vie quotidienne, etc.).	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	
Demande	Dossier de demande(s)	Un dossier de demande(s) peut contenir une ou plusieurs demandes. Le dossier de demande(s) est composé : - d'un formulaire de demande identifiant une demande générique et/ou une (des) demande(s) exprimée(s), - des pièces de la recevabilité (cf. Glossaire "Pièces de la recevabilité") - et d'éventuelles pièces complémentaires nécessaires à l'évaluation.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	
Demande	Dossier Individu	Dossier regroupant l'ensemble des informations liées à une personne unique : les informations sur l'individu, les demandes de droits et prestations, les projets de vie, les expressions des attentes, les pièces administratives déposées, les pièces complémentaires nécessaires à l'évaluation, les éléments relatifs à l'évaluation, les propositions de l'équipe pluridisciplinaire, décisions. L'unicité de l'individu peut être attestée par le NIR certifié.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	
Individu	Dossier individu actif	Un dossier est considéré comme actif tant que l'ensemble des droits attribué n'est pas échu(s).	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	
Individu	Dossier individu en sommeil	Le dossier est en sommeil entre la fin de validité de la dernière décision ou le décès et l'expiration de la Date d'Utilité Administrative (DUA). Le dossier peut être pré-archivé.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	
Individu	Dossier individu inactif	A l'expiration de la DUA, le dossier est considéré comme inactif, il peut être archivé ou éliminé.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	
	Droit d'option	Le cumul AEEH et PCH est exclusif du complément d'AEEH. Les parents d'enfants handicapés doivent donc choisir entre le versement du complément d'AEEH et la PCH. Ce choix s'effectue sur la base des propositions figurant dans le plan personnalisé de compensation (PPC). Ces propositions précisent les montants de l'AEEH, de son complément et de la PCH.		D. 245-32-1 du CASF
Réponse	Droits et prestations	Ensemble des dispositifs prévus par le Code de l'Action Sociale et des Familles, le Code de l'Education, le Code de la Sécurité Sociale et le Code de la Route auxquels la décision de la CDAPH peut donner accès.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	

Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
Individu	Durée d'utilité administrative (DUA)	Il s'agit de la durée pendant laquelle les documents ou les dossiers doivent être conservés pour pouvoir être consultés. A l'échéance de cette durée, les documents peuvent être archivés ou détruits en respectant les règles fixées par les archives départementales. La DUA des dossiers MDPH est fixée à 5 ans à compter de la fin de validité de la dernière décision ou de la dernière intervention ou du décès du bénéficiaire. La DUA est fixée à 2 ans pour les demandes rejetées et à 10 ans pour les pièces comptables justifiant le paiement du fonds de compensation.		Instruction DAF/DITN/DPACI/RES/2009/002
Individu	Durée d'utilité courante (DUC)	Il s'agit de la durée de conservation des documents dont le sort final n'est pas l'archivage et dont la conservation ne représente pas d'intérêt au-delà de l'expiration de cette durée. Pour chaque document, la DUC est définie dans l'instruction DAF/DITN/DPACI/RES/2009/002 relative au cycle de vie des données et dématérialisation des dossiers conservés par les MDPH.		Instruction DAF/DITN/DPACI/RES/2009/002
Réponse	Equipe pluridisciplinaire	L'équipe pluridisciplinaire rassemble l'ensemble des professionnels, internes ou externes à la MDPH, qui contribuent à l'évaluation de la situation de la personne.		L. 146 - 8 du CASF
	Etablissement ou service médico-social (ESMS)	Un établissement ou service médico-social (ESMS) est un établissement public ou privé relevant de la politique sociale en France. Certains types d'établissement ou service médico-social accueillent les bénéficiaires d'une orientation de la CDAPH. La liste des ESMS est précisée dans l'article L. 312-1 du Code de l'action sociale et des familles.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	L.312-1 du CASF
Réponse	Evaluation de 1er niveau	Correspond à la première prise en compte d'un dossier par une Equipe Pluridisciplinaire (EP). Idéalement réalisée au moins par un binôme, elle permet de prendre connaissance de la demande, du projet de vie, des informations transmises dans le formulaire de demande, dans le certificat médical et toutes les pièces complémentaires nécessaires à l'évaluation, des données des éventuelles évaluations antérieures, d'analyser ces informations et de déterminer ce qu'il est nécessaire de faire : -soit les informations sont suffisantes et cohérentes et il est possible d'évaluer immédiatement la situation, d'identifier les besoins et de déterminer les réponses, et dans ce cas le PPC peut être mis en place immédiatement -soit il manque des informations ou elles ne sont pas cohérentes et il faut déterminer qui doit les obtenir, par quels biais, selon quelles modalités. Le retour de ces éléments peut relever de l'EP de 1er niveau ou au contraire, nécessiter des compétences supplémentaires, en EP de 2ème niveau. C'est chaque niveau d'EP qui statue sur le niveau de retour souhaité. -soit toutes les informations ne sont pas cohérentes et il n'est pas possible d'identifier les besoins et de déterminer les réponses. Une évaluation de 2ème niveau est alors nécessaire pour mobiliser les compétences requises.		
Réponse	Evaluation de 2ème niveau	Cette évaluation se met en place suite à l'évaluation de 1er niveau lorsqu'il est nécessaire de faire intervenir des compétences supplémentaires, en interne ou en externe, ou pour compléter les données de l'évaluation de la situation (y compris dans le cadre de l'externalisation des évaluations). Ce deuxième niveau est mobilisé à chaque fois que la situation requiert une expertise moins généraliste.		

Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
Réponse	Evaluation de 3ème niveau	A mettre en place lorsque l'évaluation de 2ème niveau ne permet pas d'identifier les besoins et de déterminer les réponses, afin de compléter les compétences de l'équipe pluridisciplinaire et de mobiliser les acteurs dans la recherche de solutions. Elle est plus spécifiquement requise dans le cadre de scolarisations difficiles, ou d'orientations complexes, pour prévenir les conflits et/ou les ruptures. Elle est suivie autant que possible par un référent de l'élaboration de la réponse.		
Réponse	Fiche de présentation à la CDAPH	La fiche de présentation en CDAPH est le produit du processus "Evaluer, élaborer des réponses et des PPC". Cette fiche doit contenir les éléments permettant à la CDAPH de se prononcer : - la synthèse de la situation et des besoins identifiés - les droits et prestations en cours - les propositions liées aux demandes de compensation - le retour éventuel de la personne (si information disponible dans le SI)		
Réponse	Fiche de synthèse de l'évaluation	La fiche de synthèse de l'évaluation est le produit de l'outil de soutien à l'évaluation. Cette fiche identifie les besoins de la personne selon les quatre dominantes de l'outil : - Eléments environnementaux - Eléments scolaires ou professionnels - Eléments personnels - Evolution et besoins.		
Réponse	Groupe Opérationnel de Synthèse (GOS)	Le paragraphe 2b de l'article 89 de la Loi Santé prévoit la mise en place d'un Groupe Opérationnel de synthèse pour participer à l'élaboration du Plan d'Accompagnement Global (PAG) en cas de besoin. Le GOS se réunit sur convocation du directeur de la MDPH. Il réunit les acteurs susceptibles d'intervention dans la mise en oeuvre du PAG autour d'une situation (MDPH, partenaires institutionnels, établissements et services médico-sociaux, éventuellement secteur sanitaire, etc.). La personne et/ou son représentant légal font partie du GOS.		Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, Article 89
Individu	Identité	Ensemble d'informations permettant d'identifier l'individu.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	Décret n°2007-965 du 15 mai 2007 ; R.146-39 CASF
Individu	Individu	Personne au nom de laquelle la demande est déposée.  L'objet métier décrit l'ensemble de ses caractéristiques : Identité, Identité certifiée, Mesure de protection, Parent, Aidant Démarche, Organisme d'assurance maladie, Organisme payeur des prestations familiales, Organisme de domiciliation.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	
Réponse	Intervenant	Acteur qui réalise la prestation auprès du bénéficiaire dans le cadre de la PCH élément 1, Aide humaine.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	

Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
Recours	Juridiction	Il s'agit du tribunal compétent pour juger le contentieux. La compétence du tribunal dépend du type de la décision contestée. Dans le cadre des recours contre les décisions de la CDAPH, il peut s'agir du Tribunal Administratif ou du Tribunal du Contentieux de l'Incapacité. A noter : Il est prévu dans la LOI n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI <sup>e</sup> siècle que les juridictions de la sécurité sociale, de l'incapacité au travail, de la Couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) et des complémentaires santé soient fusionnées. Le contentieux social sera traité par un pôle unique du tribunal de grande instance départemental. Ainsi, les compétences des Tribunaux du Contentieux de l'Incapacité seront transférées aux Tribunaux de Grande Instance (publication du décret envisagée au 4 <sup>e</sup> trimestre 2017).		
Individu	Mesure de protection	Décision du Juge des tutelles de désigner une personne morale ou physique en vue de lui confier des responsabilités normalement exercées par la personne majeure pour protéger ses biens.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	
Réponse	Modalité	Les modalités sont une explication de la mise en œuvre et de calcul des droits et prestations ouverts par la CDAPH. Elles précisent, par exemple, le mode de prise en charge (internat, externat, semi-internat), la temporalité de l'accueil (temporaire, permanent).	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	
Réponse	Motivation	L'énoncé des considérations de droit ou de fait qui constituent le fondement de la proposition et de la décision.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	CNSA, 2011, Fiche Pratique n°2-III-3, <i>La notification des décisions de la CDAPH</i> L. 241-6 et R. 241-31 du CASF
Demande	Nature de la demande	La nature de la demande permet de qualifier le fait que la demande est une première demande ou un ré-examen.  La nature de la demande est renseignée uniquement pour les demandes exprimées. Elle s'apprécie par rapport à des demandes antérieures auprès de toute MDPH ou des droits/prestations attribués par toute MDPH en cohérence avec ce qui figure dans le SI de la MDPH. L'instructeur a la possibilité de tenir compte d'éléments non présents dans le SI de la MDPH et de les mettre à jour en fonction des nouvelles informations qu'il reçoit au cours de l'instruction de la demande (flux retours CAF, notification fournie par l'utilisateur,...).	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	
Réponse	Nature du droit	La nature du droit peut être un nouveau droit, une révision ou un renouvellement.  La nature du droit permet de définir si les règles d'ouverture du droit (lien entre la date d'ouverture du droit et la date de fin d'un droit précédent) sont celles d'un nouveau droit, d'une révision ou d'un renouvellement - voir les définitions du glossaire.  La nature du droit s'applique pour tous les droits ou prestations attribués. Elle s'apprécie par rapport à des droits/prestations attribués par toute MDPH	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	



Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
Individu	NIA	Lorsque le NIR n'existe pas, un numéro identifiant d'attente (NIA) est attribué par la CNAV à partir des données d'état civil valable pour l'ensemble des organismes de la protection sociale.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	
Individu	NIR	Numéro d'identification unique de l'individu. Toute personne née en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer (DOM) est inscrite au répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP).	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	
Réponse	Notification	Formalité par laquelle on porte officiellement à la connaissance du demandeur et à la connaissance des organismes intéressés, la/les décision(s) prise(s) par la CDAPH.		R. 241-31 et R. 241-32 du CASF R. 146-42 du CASF
Réponse	Nouveau droit	Il s'agit d'une valeur de la nomenclature Nature du droit. Un droit ou (une prestation) attribué est qualifié de nature "nouveau droit" quand il n'a pas d'impact sur un droit en cours et qu'il n'a pas été qualifié de nature "renouvellement".	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	
Individu	Numéro d'allocataire	Numéro d'assuré social de la personne ouvrant les droits au paiement de certaines prestations sociales ou familiales.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	
Individu	Numéro de sécurité sociale	Numéro d'assuré social de la personne ouvrant les droits au remboursement.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	
Individu	Organisme d'assurance maladie	Organisme chargé de financer certains droits et prestations (ex : CPAM, MSA, RSI...).	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	
Individu	Organisme de domiciliation	Organisme permettant à des personnes sans domicile fixe de bénéficier d'une adresse de domiciliation et, notamment, de recevoir leur courrier à cette adresse.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	
Individu	Organisme prestation familiale	Organisme chargé de financer certaines prestations sociales ou familiales (EX : Caf, MSA).	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	
Réponse	Outil de soutien de l'évaluation	L'outil de soutien à l'évaluation est une "clé d'entrée" dans le GEVA qui permet de décrire la situation de la personne handicapée selon 21 données. Il propose une approche graduée en fonction du niveau de complexité des situations dans le cadre d'une dépliabilité du GEVA. Un prototype est en cours d'expérimentation. Il a pour objectif d'assurer la traçabilité des éléments de l'évaluation ; de faciliter l'information sur la situation auprès de la CDAPH, des partenaires (ESMS par exemple), des tribunaux ; de permettre la remontée des données de l'évaluation.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Evaluation	
Demande	Personne référente	La personne référente est le professionnel de la MDPH chargé du suivi de la demande et dont le nom et les coordonnées apparaissent sur les courriers adressés à l'usager.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	L.111-2 Code des relations entre l'usager et l'administration
Demande	Pièces complémentaires nécessaires à l'évaluation	Les pièces complémentaires sont des documents que la MDPH demande à la personne ou à des partenaires afin de préciser la demande et les difficultés rencontrées. Ces pièces permettent d'enrichir / préciser l'évaluation. En leur absence, les besoins ne pourront parfois pas être évalués.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	

Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
Demande	Pièces de la recevabilité	Documents conditionnant la recevabilité du dossier - Formulaire de demande signé - Justificatif d'identité de la personne handicapée et, le cas échéant, de son représentant légal - Justificatif de domicile daté - Certificat médical complété, signé et datant de moins de 6 mois.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	L 146-26 du CASF CNSA, 2011, Fiche Pratique n°2-I-2, <i>La demande</i>  R 4127-76 du Code de la Santé Publique
Réponse	Plan d'accompagnement global (PAG)	Le paragraphe 1b de l'article 89 de la loi Santé prévoit la mise en place d'un plan d'accompagnement global, lorsque : - Les réponses connues sont indisponibles ou inadaptées - La réponse à apporter est complexe ou lorsqu'il y a un risque ou un contact de rupture de parcours - La personne ou son représentant légal le demande - L'EP souhaite améliorer la qualité de l'accompagnement.  Le PAG est proposé par l'équipe pluridisciplinaire soit de sa propre initiative, soit à la demande de la personne ou de son représentant légal.  Le PAG est établi avec l'accord de la personne ou de son représentant légal, associé à son élaboration. Le PAG est un document contractuel où les différents partenaires s'engagent dans la réalisation du plan décidé en commun. Il est actualisé au minimum une fois par an.		Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, Article 89
Réponse	Plan Personnalisé de compensation (PPC)	Le plan personnalisé de compensation est élaboré par l'équipe pluridisciplinaire au terme d'un dialogue avec la personne handicapée relatif à son projet de vie. Il comprend des propositions de mesures de toute nature, notamment concernant des droits ou prestations mentionnées à l'article L. 241-6 du CASF, destinées à apporter, à la personne handicapée, au regard de son projet de vie, une compensation aux limitations d'activités ou restrictions de participation à la vie en société qu'elle rencontre du fait de son handicap.  Le plan personnalisé de compensation comporte, le cas échéant, un volet consacré à l'emploi et à la formation professionnelle ou le projet personnalisé de scolarisation mentionné à l'article L. 112-2 du code de l'éducation.  Le plan de compensation est transmis à la personne handicapée ou, le cas échéant, à son représentant légal, qui dispose d'un délai de quinze jours pour faire connaître ses observations. La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées est informée de ces observations.		R. 146 -29 du CASF

Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
Réponse	Plan personnalisé de scolarisation (PPS)	<p>Afin que lui soit assuré un parcours de formation adapté, chaque enfant, adolescent ou adulte handicapé a droit à une évaluation de ses compétences, de ses besoins et des mesures mises en œuvre dans le cadre de ce parcours, selon une périodicité adaptée à sa situation. Cette évaluation est réalisée par l'équipe pluridisciplinaire mentionnée à l'article L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles. Les parents ou le représentant légal de l'enfant sont obligatoirement invités à s'exprimer à cette occasion.</p> <p>En fonction des résultats de l'évaluation, il est proposé à chaque enfant, adolescent ou adulte handicapé, ainsi qu'à sa famille, un parcours de formation qui fait l'objet d'un projet personnalisé de scolarisation assorti des ajustements nécessaires en favorisant, chaque fois que possible, la formation en milieu scolaire ordinaire. Le projet personnalisé de scolarisation constitue un élément du plan de compensation visé à l'article L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles. Il propose des modalités de déroulement de la scolarité coordonnées avec les mesures permettant l'accompagnement de celle-ci figurant dans le plan de compensation.</p>	<p>Nomenclature_Réponse &gt; Droits et prestations</p> <p>Nomenclature_Réponse &gt; Préconisation PPS</p> <p>Nomenclature_Evaluation &gt; Situation scolaire</p> <p>Liste des éditions &gt; PPS</p>	
Réponse	Précision de la réponse	Texte libre permettant d'apporter à l'utilisateur toute précision utile à la compréhension de la décision.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	
Réponse	Préconisation	<p>Les préconisations complètent les réponses aux besoins par des éléments qui ne relèvent pas du champ de compétence décisionnel de la CDAPH tel que défini à l'article L 241-6 du CASF.</p> <p>A noter : la notion de préconisation est à dissocier de la notion de soins préconisés par la CDAPH dans le cadre de l'AAEH.</p>	<p>Ces préconisations ne doivent pas apparaître sur les notifications de décision, mais doivent apparaître sur le PPC (ou le PPS).</p>	L. 241-6 CASF
Demande	Première demande	<p>Une demande est une première demande quand l'utilisateur n'a jamais fait de demande exprimée identique ou n'a jamais bénéficié d'un droit ou d'une prestation correspondant à ce type de demande.</p> <p>Il s'agit d'une valeur de la nomenclature Nature de la demande (cf. définition nature de la demande).</p>	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	R.146-25 du CASF
Réponse	Prestation	Cf Glossaire "Droits et Prestations".		
	Projet de vie	<p>Il est l'expression des besoins, aspirations et souhaits de la personne handicapée exprimée par l'individu selon différentes modalités (papier libre, formulaire, entretien d'accueil,...)</p> <p>Dans le nouveau formulaire, la notion de le projet de vie est présentée pour faciliter l'expression du demandeur de façon organisée par thématique (vie quotidienne, scolarité, travail).</p>	<p>Le projet de vie est traité comme une pièce complémentaire qui alimente l'analyse des équipes pluridisciplinaires lors de l'évaluation.</p> <p>Les éléments du nouveau formulaire liés au projet de vie pourront être alimentés via le télé-service. Dans le cas d'un dépôt de formulaire papier, le document sera accessible via la Ged.</p>	CNSA, 2012, Fiche pratique n° 2 - II - 2, <i>Projet de vie</i>

Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
Réponse	Proposition	<p>La proposition est une réponse à une demande de compensation de l'individu ou de son représentant légal. Elle est généralement élaborée par l'équipe pluridisciplinaire (sauf dans le cas de demandes irrecevables).</p> <p>Elle est constituée, d'un type (accord ou rejet), d'une motivation et d'une date de proposition.</p> <p>Lorsqu'un accord est proposé, la proposition se décline en droits et prestations, durée des droits et/ou date de début et date d'échéance des droits, ainsi que de tous les éléments de mise en oeuvre de ces droits ou prestations ouverts.</p> <p>Une proposition doit faire l'objet d'une ou plusieurs décision(s).</p>	<p>Nomenclature_Réponse &gt; Proposition</p> <p>Pour une demande, il peut y avoir plusieurs propositions.</p> <p>Il doit y avoir une proposition pour chaque demande exprimée par l'individu.</p> <p>Chaque proposition porte sur un droit ou sur une prestation.</p> <p>Des droits et prestations peuvent être ouverts sur proposition de l'équipe pluridisciplinaire. Ils sont assimilés à des accords et rattachés à une demande générique.</p>	
Réponse	Qualification	La qualification de la réponse peut être cible ou alternative.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	
Recours	Recours contentieux	Il s'agit d'une contestation de la décision de la CDAPH auprès des juridictions techniques ou administratives (selon le droit ou la prestation).		L 241-9 du CASF
Recours	Recours gracieux	Il s'agit du recours administratif intenté auprès de l'auteur de la décision contestée pour que celui-ci modifie sa décision. Dans les MDPH, il s'agit donc d'un recours devant la CDAPH pour que celle-ci modifie sa décision.		
Demande	Ré-examen	<p>La demande est qualifiée de ré-examen quand l'usager a déjà déposé une demande exprimée identique ou quand l'usager a déjà bénéficié d'un droit ou d'une prestation correspondant au type de la demande.</p> <p>Il s'agit d'une valeur de la nomenclature Nature de la demande (cf. définition nature de la demande).</p>	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	
Réponse	Rejet faute de pièces complémentaires nécessaires à l'évaluation	En cas d'absence des pièces nécessaires à l'évaluation, le dossier peut passer à l'équipe d'évaluation. Elle pourra proposer à la CDAPH, à l'issue d'un délai précisé par l'accusé réception ou le courrier de demande de pièces adressé à la personne ou à son représentant, un rejet faute de réception des éléments nécessaires à l'évaluation.		
Demande	Rejet pour irrecevabilité	Le rejet pour irrecevabilité est prononcé par la CDAPH à l'issue du délai porté sur l'accusé de réception ou le courrier de demande des pièces de la recevabilité.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	R. 146-26 du CASF
Demande	Relance	<p>En cas de non réponse de l'usager ou de son représentant au courrier d'accusé de réception de sa demande indiquant qu'il manque des pièces de la recevabilité, la MDPH peut réaliser une relance. La notion de relance est optionnelle dans le processus Enregistrer.</p> <p>La relance doit être faite avant l'échéance de la date limite de réception des pièces spécifiée dans l'accusé de réception.</p>		

Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
Réponse	Renouvellement d'un droit	Il s'agit d'une valeur de la nomenclature Nature du droit.  Un droit ou une prestation attribué peut être qualifié de nature "renouvellement" lorsque la demande pour un droit ou une prestation a été faite dans les 6 mois précédant la date d'échéance du droit en cours (droit de même type). La nature « renouvellement » permet de faire débiter le droit ou la prestation renouvelée à la date d'échéance du droit ou de la prestation précédent de même type.  Les critères pour appliquer la nature "renouvellement" sont laissées à l'appréciation de l'équipe pluridisciplinaire.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	
Réponse	Réponse	Solutions proposées aux besoins identifiés en fonction du projet de vie et de la réglementation en vigueur. La réponse peut être une proposition ou une décision.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	
Individu	Représentant légal	Personne(s) autorisée(s) à prendre des décisions concernant l'individu.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	Décret n°2007-965 du 15 mai 2007 ; R.146-39 CASF
Recours	Requérant	Il s'agit de la personne morale ou physique qui intente un recours (gracieux ou contentieux) ou une conciliation contre la décision de la CDAPH		
Recours	Résultat du recours	Il s'agit de la réponse au recours pour une décision contestée.  Il contient : - La décision initiale (contestée) - La conclusion du recours - La ou les décision(s) suite au recours - Les droits ouverts le cas échéant.		
Réponse	Réunion de l'équipe pluridisciplinaire	La réunion de l'équipe pluridisciplinaire est un temps de travail formel ou informel avec au moins 2 membres de l'équipe. La réunion est caractérisée par la présence d'acteurs / participants, d'un ordre du jour, d'une date de réunion, d'une durée et d'un lieu de réunion.		
Réponse	Révision	Un droit (ou une prestation) attribué est qualifié de nature "révision" lorsqu'il remplace un droit ou une prestation en cours. Il s'agit d'une valeur de la nomenclature Nature du droit.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	CNSA, 2011, Fiche Pratique n°2-1-2, <i>Qui peut saisir la MDPH</i>
Demande	Situations d'urgences	Critères permettant d'identifier les dossiers correspondants à une situation nécessitant une attention particulière. La personne signale sa situation via le formulaire papier ou le télé-service. Cette information, repérée par la MDPH déclenche un processus ad hoc, laissé à leur main.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Dossier-Demande	
Individu	SNGI	Le SNGI (Système national de gestion des identités) contient l'ensemble des données (NIR, état-civil, statut vital) pour toute personne née en France métropolitaine ou dans les DOM, ainsi que les données d'identification des personnes nées à l'étranger ou dans les TOM et résidant ou ayant résidé sur le territoire français ; il a pour finalité de certifier l'identité d'une personne.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Individu	
Réponse	Soins préconisés dans le cadre de l'AAEH	Les soins préconisés par la CDAPH dans le cadre de l'AAEH doivent être respectés, leur non respect peut conduire à la suspension de la prestation (cf. arrêté PPS 2015). Ils ne doivent pas figurer sur la notification.		

Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
Individu	Statut identité	Il permet de qualifier le niveau de certification de l'état civil de l'individu au regard du SNGI : 0 : Non vérifiée = l'identité n'a pas été vérifiée auprès du SNGI 1: Certifiée = l'état civil de l'individu est conforme à celui du SNGI et l'état civil du SNGI est certifié (codes de certification 2,4 et 6) 2: Non-certifiée = l'état civil de l'individu est conforme à celui du SNGI et l'état civil du SNGI n'est pas certifié (codes de certification 1,3 et 5) 3:Vérification non concluante : le SNGI a été interrogé mais la vérification n'a pas été concluante (le SNGI n'a pas retourné d'identité ou l'identité retournée par le SNGI ne correspond pas à celle de l'individu)	ASIP-CNSA_SI-MDPH_Référentiel fonctionnel	
Réponse	Taux d'incapacité	Le taux d'incapacité est déterminé par l'évaluation globale des difficultés rencontrées par une personne du fait de son handicap.  Il permet d'apprécier l'ouverture des droits à certaines prestations : CMI (invalidité, priorité), AAH, CPR, AEEH.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	Décret n°2007-1574 du 6 novembre 2007 modifiant l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles établissant le guide-barème pour l'évaluation des déficiences et incapacités des personnes handicapées
Individu	Tuteur	Personne morale ou physique détenant un mandat judiciaire de représentation d'une personne et de protection de ses biens.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données Individu	
Réponse	Type de décision	Une décision de la CDAPH peut être une attribution, un rejet, une non-attribution supplémentaire ou un sursis (par exemple, si la CDAPH renvoie le dossier à l'équipe pluridisciplinaire pour complément d'évaluation).  Les décisions de la CDAPH d'attribution, de rejet et de non-attribution supplémentaire doivent être notifiées à l'usager (voir « notification »).	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	
Demande	Type de la demande	Chaque demande déposée par l'individu ou son représentant légal et par un directeur d'ESMS est caractérisée par un type et éventuellement un détail de niveau 1. Le type de la demande reprend la liste des demandes qui peuvent être exprimées à travers le nouveau formulaire.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	
Réponse	Type de proposition	Il s'agit d'un attribut de la proposition qui permet de la caractériser sur l'ouverture ou non d'un droit ou d'une prestation. Les valeurs possibles sont attribution, rejet et non-attribution supplémentaire.  Le rejet et la non-attribution supplémentaire s'appliquent à la demande et l'attribution au droit ou à la prestation proposé.	ASIP-CNSA_SI-MDPH_RF_Dictionnaire-de-données-Réponse	Arrêté du 13 septembre 2010, Sipaph

Modèle métier lié	Nom du concept	Définition	Précisions techniques	Référence juridique
	Non-attribution de droit ou de prestation	<p>Pour une demande pour laquelle plusieurs types de droits ou prestations peuvent être attribués, a fortiori pour une demande générique, lorsque l'évaluation est terminée, si la CDAPH attribue au moins un droit ou une prestation concernant la demande, les autres droits ou prestations possibles ne sont pas rejetés, ils font l'objet d'une « non-attribution ».</p> <p>Cette non-attribution ne fait pas l'objet d'une saisie de décision par la CDAPH.</p> <p>Les MDPH pourront (en fonction du contexte de la demande) apporter des explications sur la non-attribution de ces droits dans les motivations de la décision d'attribution qui clôt le traitement de la demande. L'usager peut déposer un recours sur cette décision pour contester cette non-attribution d'autre(s) droit(s) ou prestation(s).</p>		